

JANVIER - FÉVRIER 1978

منبر العامل

N° 83 - 1 F

التونسي الجزائري المغربي

Mensuel de la CGT pour les travailleurs Tunisiens, Algériens, Marocains



بمناسبة حلول العام الجديد
 نتقدم اليكم
 السجرات
 بأحر تمنياتها راجية
 لكم تحقيق أكبر النجاحات
 في نشاطكم الذي
 نخوضونه من أجل
 عيش أفضل وفي سبيل
 الحريات والتضامن الذي
 يربط بين كافة الشغاليين في
 العالم والصداقة بين الشعوب؛
 ومن أجل السلام.

وداع أخير تخليدا للعيد السباعي



هذا ونؤكد اللجنة الكنفدرالية القومية على تضامنها الفعال مع الشغاليين الجزائريين ومع ودادية الجزائريين بأوروبا ، الذين هم الهدف الاول لتلك العمليات العنصرية ، وكذلك مع كافة العمال المهاجرين ضحايا تلك الاعمال غير الانسانية . توجه اللجنة الكنفدرالية القومية النداء الى كافة تنظيمات الس.ج.ت. للتعبير عن تنديدها بكل الذين يقفون على مثل تلك الاعمال او يحثون عليها ، وذلك بداية من يوم الخميس القادم ، وبواسطة ارسال الوفود الى المحافظات ، وعن طريق اللوائح ، والعرائض ، الخ . . .

ان العمال الفرنسيين والمهاجرين ، المتضامنين والمتحدين في نضالهم من اجل مطالبهم المشتركة ، وفي سبيل الحرية ، وضد التمييزات ، سيطالبون بوضع حد لهذه الحملة ، ولا سيما بالمساهمة في النشاطات الموحدة التي تقررت اثر اغتيال العيد السباعي ، من ودادية الجزائريين بأوروبا ، وسيقدمون الطليل بذلك عن ارادتهم في قطع الطريق امام العنصرية . »

يقود تطور هذا الوضع الى القضاء على حريات كافة الشغاليين ، والى الجرائم التي يذهب ضحيتها العمال الجزائريون وغيرهم من المهاجرين . لا يمكن التسامح في تلك الحملات المعادية للمهاجرين . وهي تتعرض الى شجب واستنكار القطاعات الواسعة للرأي العام في البلاد .

ومن شأن تلك الحملات ان تفسد العلاقات الموجودة بين البلاد وبين بلدان الهجرة ، وبصفة خاصة الجزائر ، وهو ما يتعارض مع مصلحة شعوبنا .

ان اللجنة الكنفدرالية القومية تطالب بمتابعة المجرمين حتى يكفوا عن مواصلة اعمالهم ، وكذلك بحل الميليشيات الفاشستية والعنصرية التي لم تعد تتردد في العمل جهرا . كما تطالب بضمان امن الرجال والنساء الذين قدموا للمساعدة على تنمية البلاد ، وبوضع حد للتمييزات بكل انواعها التي هم ضحيتها .

الجزائريين :

« ان اللجنة الكنفدرالية القومية ، اذ تعبر عن استنكارها لعملية الاغتيال الجبانة التي اودت بحياة العيد السباعي اب لسبعة اطفال ، وذلك بمقر ودادية الجزائريين بأوروبا ، تندد بهذه العملية الاجرامية بكامل الشدة .

ان هذه العملية هي حلقة لسلسلة طويلة من الجرائم العنصرية ومن الاغتيالات الموجهة ضد حياة وممتلكات العمال المهاجرين .

كما ان الاجراءات الحكومية الرامية الى الطرد الجماعي للعمال المهاجرين والتي تحملهم مسؤولية البطالة تعتمد على حملة عنصرية ومعادية للاجانب ، وهي في نفس الوقت تقويها . لقد استعملت الحكومة كافة الوسائل لمضاعفة عمليات الطرد من التراب الفرنسي ، ومن المراقبات البوليسية التي تمس بالكرامة البشرية ومن حملات التمييز العنصري ، وذلك في الوقت الذي يشجع التهاون وعدم العقوبة المجرمين العنصريين في مضاعفة اعمالهم البشعة .

ان اغتيال العيد السباعي بالقر القومي لودادية الجزائريين بأوروبا ، اثر التآثير العميق على الرأي العام في فرنسا وفي الجزائر . ولقد اصرت الس.ج.ت. على مراقبة جنمان هذا المناضل الجزائري حتى مثواه الاخير في مقبرة بمدينة الجزائر .

ومنذ ان شاع خبر الاغتيال ، وجهت اللجنة الكنفدرالية القومية نداء الى تنظيمات الس.ج.ت. للتعبير عن تضامنها مع الشغاليين

Chronique juridique

LA LUTTE CONTRE LE RACISME

Il existe depuis juillet 1972 une loi contre le racisme, qui devrait permettre, si elle était utilisée avec fermeté, de lutter efficacement contre le racisme. A travers les récentes mesures concernant « l'aide au retour » ainsi que les restrictions apportées à l'immigration familiale, le gouvernement français a au contraire violé l'esprit et la lettre de cette loi. Par sa propagande insidieuse visant à rendre les immigrés responsables du chômage, le gouvernement s'est également mis en contradiction avec la Convention internationale pour l'élimination du racisme élaborée dans le cadre des Nations Unies et ratifiée par la France en 1971.

1. La loi permet de poursuivre devant les tribunaux les auteurs d'écrits (ou de paroles, d'images, etc...) racistes ou anti-immigrés.

Tous ceux qui, dans des articles de journaux, des tracts, des discours, des affiches, injurient, font de la diffamation, ou provoquent au racisme, peuvent être poursuivis et frappés de sanctions pénales (amende jusqu'à 300.000 F et/ou emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an). Le texte de la loi parle très précisément de l'injure, de la diffamation, ou de la provocation à la haine, à la vigilance, ou à la discrimination à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de leur origine ou de leur appartenance (ou non appartenance) à une **ethnie**, une **nation**, une **race** ou une **religion** déterminée.

2. La discrimination raciale ou xénophobe (anti-immigrés) est interdite.

a) La loi interdit de **refuser un emploi**, ou un bien (par exemple la vente d'un objet) ou un service (par exemple la location d'une voiture) à une personne en raison de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. La loi interdit également de **licencier** quelqu'un pour les mêmes raisons.

Souvent la preuve de ces pratiques racistes est difficile : il faut les signaler au syndicat CGT. (Les peines vont dans ce cas jusqu'à un emprisonnement de un an).

(attention : le refus de servir (ou de laisser entrer) un immigré dans un café, un restaurant, ou de louer une chambre d'hôtel est interdit ;

même interdiction pour le refus raciste de location ou de vente d'un appartement.)

3. L'administration et les autorités doivent respecter les droits des immigrés.

Si un membre de l'administration, un policier ou tout citoyen chargé d'une fonction de service public refuse le **« bénéfice d'un droit à un immigré »** (alors que ce droit lui est reconnu par la loi) il peut être poursuivi.

Remarque : il faudrait poursuivre le **gouvernement français** pour avoir institué l'aide au retour (soi-disant volontaire) qui fait perdre aux immigrés une partie de leurs droits sociaux...

4. Qui peut poursuivre les auteurs d'agissements racistes ?

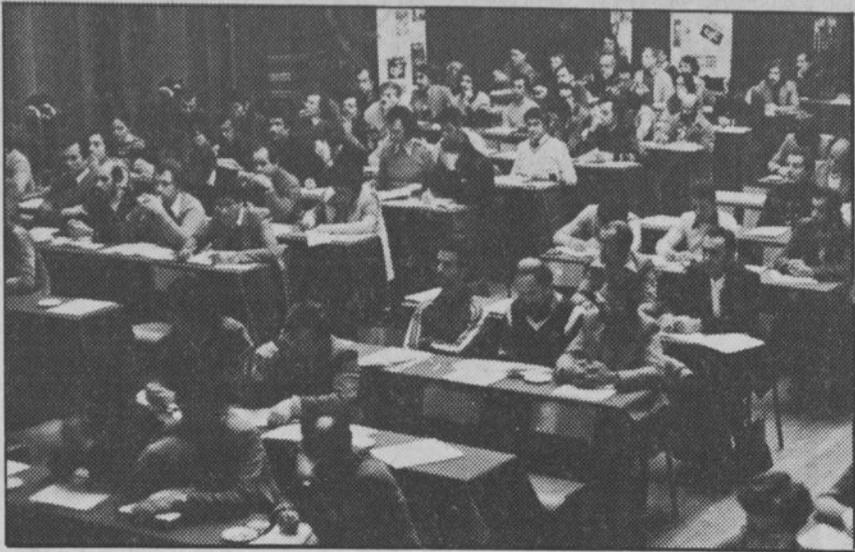
Les personnes visées elles-mêmes par les agissements racistes peuvent déposer une plainte ou se constituer « partie civile » (cette deuxième solution est plus efficace). Il en va de même pour les **associations** qui luttent contre le racisme, sous certaines conditions.

Le syndicat CGT peut agir lui-même lorsqu'il s'agit d'une discrimination dans l'emploi (refus d'embauche — licenciement) et d'une façon générale lorsque les intérêts des travailleurs immigrés et de leurs familles sont en cause.

5. Dissolution des groupements racistes.

Selon la loi française du 1er juillet 1972, ainsi que la convention internationale de l'O.N.U. contre le racisme, les associations ou groupements de fait provoquant à la discrimination, à la haine ou à la violence racistes ou propageant des idées ou des théories racistes doivent être dissoutes.

LA C.G.T. S'EST ADRESSEE A DE NOMBREUSES REPRISES AUX POUVOIRS PUBLICS POUR EXIGER DES MESURES PROPRES A ASSURER EFFECTIVEMENT A TOUS LES IMMIGRES ET A LEUR FAMILLE LE RESPECT DE LEUR DIGNITE ET LA GARANTIE DE LEUR SECURITE. ELLE A DU LE FAIRE A NOUVEAU, HE LAS, TOUT RECEMMENT APRES L'ASSASSINAT DE LAID SEBAI PAR UN COMMANDO FASCISTE, EN SOULIGNANT QUE LA POLITIQUE SUIVIE A L'EGARD DES IMMIGRES ENCOURAGE LES RACISTES.



CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES PROBLÈMES DE LA M.O.I. ALGÉRIENNE

(Montreuil le 25-11-77)

La Conférence Nationale a réuni 150 délégués (dont 10 femmes) :

- 67 délégués algériens,
- 65 délégués français,
- 18 délégués de diverses nationalités (Turcs, Marocains, Tunisiens, Belges, Africains, Portugais, Espagnols).

26 Unions Départementales, parmi les plus concernées, étaient représentées, ainsi que 13 Fédérations.

44 délégués sont intervenus dans la discussion ouverte par Marius APOSTOLO, membre de la C.E., et conclue par René LOMET, secrétaire de la C.G.T.

Les camarades AZZI Abdel Madjid, secrétaire général adjoint de l'U.G.T.A., et FILALI Ali, secrétaire national, étaient présents, ainsi que NAFTI Kamel, membre de la direction centrale de l'Amicale des Algériens en Europe.

La Conférence Nationale a été saluée par les interventions des camarades AZZI et NAFTI.

En conclusion de ses travaux, la Conférence a adopté à l'unanimité une plate-forme revendicative pour les travailleurs algériens et, à l'unanimité moins 2 abstentions, un appel aux travailleurs français, algériens, immigrés de toutes nationalités.

La première séance a été présidée par MERZOUGUI Kader, membre du Bureau national de la Main-d'Œuvre Immigrée, la seconde par Henri ROLLIN, secrétaire général de l'U.D. des Yvelines, et qui a dédié son livre « Militant chez Simca ».

En présentant son rapport, Marius APOSTOLO a tout d'abord rap-

pelé le contexte social, économique et politique dans lequel se tient la Conférence Nationale, tant en France qu'en Algérie.

Brossant ensuite l'historique des mouvements migratoires entre l'Algérie et la France, lié à l'histoire même de la colonisation française, le rapporteur a souligné les conditions inhumaines de travail et de vie des 803.000 Algériens en France, dont 420.000 travailleurs.

Parmi les plus exploités, ce sont les Algériens qui paient généralement le plus lourd tribut alors que les « Accords d'Evian », puis les Accords Franco-Algériens de main-d'œuvre et de sécurité sociale avaient prévu l'amélioration « continue » des conditions de vie et de travail de ces immigrés, de même que leur sécurité, comme s'y était ensuite engagé solennellement le président de la République Giscard d'Estaing lors de sa visite en Algérie en avril 1975.

Grâce à la protestation et à l'action soutenue des travailleurs français et immigrés, des succès ont été obtenus en matière de conditions de travail, de logements, d'expulsions, etc..., mais des efforts plus grands encore doivent être faits par toutes les organisations syndicales, à tous les niveaux, pour mettre un terme au climat entretenu de haine raciale, de violences et aux crimes restés impunis.

De même les premiers succès remportés contre les mesures Stoléro, les répercussions positives de la Rencontre Internationale de 15 centrales syndicales le 7 novembre dernier doivent nous encourager à développer avec plus de vigueur et de persévérance l'action

contre les refoulements, les licenciements prioritaires, les expulsions abusives, pour le droit au travail pour tous.

Enfin, Marius APOSTOLO souligne le fait que les travailleurs algériens font de plus en plus confiance à la C.G.T., adhèrent de plus en plus nombreux, participent largement aux luttes, militent dans nos organisations et que, par milliers, ils sont élus dans les entreprises (délégués du personnel, comité d'entreprise), aux directions de syndicats.

Dans son intervention de clôture, René LOMET, secrétaire de la C.G.T., a assuré l'Algérie du soutien de la C.G.T.

« A un moment où elle est attaquée de toutes parts ». « Nous dénonçons, a-t-il déclaré, le fait qu'au travers de l'affaire du Sahara occidental, non seulement le gouvernement français refuse au peuple sahraoui d'être libre, mais veut créer des difficultés à l'Algérie en renvoyant massivement les travailleurs algériens immigrés. » M. Lomet a dénoncé les pressions dont les immigrés sont actuellement victimes et a notamment annoncé que « la C.G.T. a décidé de saisir le conseil d'Etat, pour faire annuler les mesures Stoléro sur l'immigration ».



L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS FAVORISE ET ENCOURAGE LES COMLOTS CONTRE L'ALGÉRIE

• Dans un appel adopté à la fin de la conférence sur les problèmes de la main-d'œuvre algérienne, « les travailleurs français et algériens, avec la C.G.T. », dénoncent les mesures Stoléro « inhumaines, contre les travailleurs immigrés et leurs familles, qui visent au refoulement de 2 000 000 d'immigrés dont un million de travailleurs », mesures prises pour répondre « aux exigences du grand patronat et pour tenter de dupier l'opinion publique sur les véritables causes du chômage... »

Après avoir évoqué les nombreuses oppositions à ces mesures injustes ainsi que les nombreux assassinats, arrestations arbitraires

et expulsions illégales dont sont victimes les travailleurs algériens en France, la C.G.T. déclare : « la politique néocolonialiste qu'il (le gouvernement français) pratique va à l'encontre du cours de l'Histoire ».

« Elle est contraire aux intérêts véritables des peuples de la région. C'est une démarche attardée et dangereuse qui met en cause la paix en Afrique. La responsabilité du gouvernement français, non seulement est engagée, mais son attitude favorise et encourage les complots contre l'Algérie : la conférence nationale dénonce avec force cette politique et affirme la solidarité qui unit les travailleurs français, algériens et les autres immigrés. »



سياسة غير انسانية وغير معقولة

خلال سنوات عديدة ، ادخلت الحكومات المتوالية والاعراف اليد العاملة المهاجرة الى فرنسا بشكل كبير ، وفي غالب الاحيان بطريقة سرية ، دانسين بذلك قوانينهم التي سنوها : كان ذلك في فترة الازدهار الاقتصادي التي استوجبت الاعتماد على « الرقيق العنصرين » لكي يؤدوا اصعب واخطر الاشغال ، واضعف رانبا مها يمكنهم من تحقيق اقصى المربح . كما كانت كل من الحكومة ومنظمة الاعراف تستعملان المهاجرين كوسيلة ضغط على الاجور وتوقيف التضايلات المطلوبة .

غير انه امام تقادم الازمة والبطالة ، والمساهمة المتعاطفة للعمال المهاجرين في تضاللات الطبقة العاملة ، وتفتهم التي تقوى اكثر فاكثر في الس.ج.ت. اعادت الحكومة « سياسة جديدة للهجرة » ، بدأت أولا بالحملة العنصرية المناهضة للعرب والتي تحت عليها اوساط ذات نفوذ كبير بدعوى الازمة النفطية ، وقد ادت تلك الحملة الى الكثير من الاعمال المشينة والاعتيالات التي مست العمال الجزائريين . ويديم اليوم كبار المسؤولين في الحكومة وفي منظمة الاعراف بان رجوع المهاجرين الى بلدانهم سيحل مشكلة البطالة ويان اعادة الاعتبار الى العمل اليدوي سيسمح للفرنسيين بقبول مواطن الشغل الشاغرة .

انه غش مضاعف . فباعتراف الاخصائيين الكهويين انفسهم قد يزيد رجوع المهاجرين الازمة الاقتصادية التي تمر بها بلادنا تفاقما ، ولا يخفف من البطالة . ومن ناحية اخرى ، ورغم كل الخطب الجميلة ، لم نتخذ اية مبادرة جدية لاعادة الاعتبار الى العمل اليدوي ، بالعكس ، نلاحظ بان كل من الحكومة ومن منظمة الاعراف تخنفيان وراء مخطط بار لترفضا بكل حزم وباستمرار كل تقاوض يهدف الى تحسين القدرة الشرائية وظروف عمل المستعدين غير المحظوظين . وفي الواقع تبحت السلطة عن الضغط على البطالين الفرنسيين لكي تجبرهم على التفریط في كفاءتهم الحقيقية ليقتلوا الاشغال التي ستبقى شاغرة بعد ذهاب المهاجرين .

فالساسة الجديدة للهجرة التي سطرته الحكومة ليست الا احد وجوه مخطط بار الذي ترمي كل تدابيره الى اجبار الشغالين على دفع ثمن الازمة التي تمر بها بلادنا . ولواجهة هذه السياسة غير الانسانية واللامعقولة توجه الس.ج.ت. نداء الى كافة الشغالين لتنظيم رد الفعل اللازم . من الواضح ان النظام الذي يستعمل مثل هذه الطرق لتعطية عجزه يجب ان ينزك المكان لغيره . وليس هناك الا انتصار القوى التي تدعم البرنامج المشترك لليسار حتى يسمح للبلاد بالخروج من الازمة والسير في طريق العدالة والتقدم .

توجه الس.ج.ت. نداء الى كافة العمال ، فرنسيين كانوا او مهاجرين ، ليلتحقوا بصوفها ويقيموا الاداة الوحيدة للدفاع الناجح التي تملكها الطبقة العاملة . تدعوهم الى المساهمة الواسعة في التضاللات المطلوبة التي ستنتسب بها بداية السنة : وذلك لان التضال وليس الخضوع ، هو الذي يسمح بانفسال سياسة البطالة والفقر ، ويحسن ظروف حياة كافة المستخدمين ، رجالا كانوا ام نساء ، شبانا او شيوخا ، فرنسيين او مهاجرين .

ماريوس ابوستولو ، عضو الهيئة التنفيذية للس.ج.ت .

التضامن في النضال !

ليس المهاجرون بالحرضين على الازمة كما يقال ، بل هم اولي ضحاياها .

فلم احط الاجور وقدره شرائية تقل بـ ١٨ في المائة بالنسبة للفرنسيين . وهم يعملون في القطاعات المرهقة ، اذ يوجد ٥٠٪ من مواطن الشغل الخاصة - بالمانور - والتي بعثت خلال ستة اشهر ، احتلتها عمال مهاجرون ، ويوجد ٧٨ في المائة منهم يعملون في قطاعات لم تتطلب الا ثلاثة اسابيع تكوين مهني . ويمكننا تقديم المزيد من الدلائل الكثيرة لهذا الاستغلال .

اذن ، فهل يمكن السكوت اذا تعرض رفيق شغل الى السب والشتم دون القيام باي عمل ؟ وهل يمكن السكوت كذلك تجاه بعض التظاهرات العنصرية ؟ بالطبع لا ، وذلك ليس لاسباب عاطفية فقط ، بل وكذلك ، وخاصة لاسباب مصلحة طبقية . ان محاربة العنصرية ومعاداة الاجنبي ، هي تقوية الوحدة الطبقية العمالية . وذلك امر حيوي ، في بلد مثل فرنسا يعمل فيه مليوني عامل اجنبي .

« رد فعل حسن »

تحت هذا العنوان نشرت جريدة « المجاهد » حادثة انقاذ سائق سيارة من طرف شاب جزائري . فمتى ينشر خبر كهذا على الصفحات الاولى من الجرائد الفرنسية ؟

« افاد خبر صحفي صادر عن الوكالة الفرنسية للصحافة (ا.ف.ب) يوم ٨ جانفي بما يلي : وقع انقاذ سائق سيارة فرنسي من موت محقق بفضل شجاعة شاب جزائري لم يتردد من القفز في المياه العميقة والمتلجة لوادي ، لانقاذ السائق . »

وقد صرح عبد القادر بالهاري بعد نقله الى المستشفى « بان ما فعله طبيعي وبانه فكر في امكانية وجود اطفال في السيارة المعطوبة . »

وقد ختم الصحفي بقوله : « ان ذلك اكثر من عمل شجاع ، بل هو رمز مؤثر ، ودواء مضاد للجريمة يجب ان يتبرك العنصريين والقاتلين الماجورين الذين يتاليون على العمال المهاجرين بفرنسا ، واقفين ذهولا ودهشة . »

لا يمكن ان نتصنع الشجاعة ونحب الاطفال مضحين بحياتنا في نفس الحين ، وهو ما يدل على ان الكرم وسعة القلب لا يمكن ان نتخنع .

العنصرية تقتل غلطا !

في ٢٠ ديسمبر الفائت ، احس عامل دهان بالم كبر في نهاية شغله بمصنع شوسون بكراي . وتم نقل محمد بوباية ، عامل جزائري في الزابحة والعشرين من عمره ، واب لظليل ، الى المستشفى في حالة خطيرة .

وانتصل الاطباء ، بمركز الشرطة لاجراء هذا العامل الذي اعتبروه في حالة سكر . وفي وقت متأخر من الليل ، نقل كوميبيير - محافظ - كراي - الرقيق بوباية الى مستشفى اخر بسبب تقادم حالته ، غير ان الاوان قد فات ، اذ مات محمد باله .

بالنسبة للس.ج.ت. بمصنع شوسون بكراي ، لا يكفي ان يقدم مدير المؤسسة مسانحة المعنوية للرقيق بوباية بتاكيد على انه كان عاملا طيبا ، ولا يشرب الخمر .

ففي مصنع شوسون احس محمد بالاله ، وحتى اذا قام المستوصف بدوره فذلك لا يغير في الامر شيئا ، فالواقع ان ظروف العمل بالدهن رديئة جدا . وهي : التشديد في رتابة الشغل ، والمواثيق ، وقلة اليد العاملة . ذلك هو السبب في مرض محمد بوباية .

ولذلك ، كل الاضواء على هذه الحادثة اتحدت الس.ج.ت. مع حركة مناهضة العنصرية . . . (المراب) لتحديد كافة المسؤوليات . وبذلك ستتم توضيح ومعالجة ممارسات شوسون ، واعمال مستشفى كراي الخاص ، الذي له شهرة رديئة وسط العمال المهاجرين ، وستقع ملاحقة المسؤولين عن موت محمد .



النضال ليست كلمة فارغة بالنسبة للس.ج.ت.

NÉGRIERS NOUVEAU STYLE

4 jeunes Africains se sont évadés du cargo grec « Blue Bill » en plongeant dans la Loire. Heureusement ils ont été recueillis par des employés de la centrale E.D.F. de Cordemais.

في فيليبربان ، بمنطقة الرون ، افسل - الاو - اس - السلطات البوليسية التي كانت تريد طرد احد رفاقهم ، اعتادا على ذريعة فارغة .

وفي لانس ، بمنطقة البادي كالالي ، اراد المحافظ طرد العمال المغاربة المستغلين بالناجم ، بدون اعتبار ينكر . ويعمل اتحاد المحافظة على تطوير حملة التضامن مع هؤلاء الرفاق . وبمعية نقابة الس.ج.ت. التابعة لمؤسستهم - فرانس ايماي - تدخلوا اولا لدى المحافظة - ادارتها لمنع طرد علي مناس . ووزعوا عريضة وقعها الكثير من الاشخاص . وعندما لاحظوا بان مبادرتهم الاولى لم تؤد الى نتيجة ، لم يترددوا في توقيف العمل في اليوم الذي كان يجب على ان يغادر فرنسا .

ان تصبهم واصرارهم ادى في النهاية الى كسب الفضل .

وقع ارجا ، طرد علي الذي وجد مكانه الى جانب رفاقه بالعمل .

ومنذ مدة قريبة ، اضطلع عمال - فالسي بالادوين - امام خانة الشرطة المكلفة بمصاحبة شاب مغربي الى المطار . وقد وقع ذلك بمنطقة لالوار .

وفي - دوسافر . . . ببيزينسون تظاهر الفا شخص للوقوف ضد طرد طلبة مغاربة اعضاء بالاتحاد الوطني لطلبة المغرب .

ان الطبقة العاملة واحدة . وكل الشغالين يعرفون حق المعرفة بانهم موجودين في نفس حلقة الانتاج وبناتهم مستغلون من طرف نفس العرف .

ان مناهضة الحملة العنصرية التي تقوم بها السلطة ، والتسامح الذي تواجه به الحكومة الجرمين ومنظفي العمليات الاعتيالية ضد العمال المهاجرين وعائلاتهم امر ضروري واسباسي .

لقاء مع « المراب »

mr ap

عقدت يومي ٢٦ و ٢٧ نوفمبر ١٩٧٧ الحركة العمالية للعنصرية ومعاداة السامية ومن اجل السلام *A. P. A. P.* مؤتمرها . وقد التقينا برئيس تحرير مجلة الحركة ، - جانلوي ساغو دوفامو - للاطلاع على رأي الحركة في الوضع الفرنسي الراهن .

mr ap

ما هي المشاغل الراهنة لحركتكم ؟ الحركة (مراب) : تتعاطم الازمة الاقتصادية بفرنسا وتتقوى . وتتطور ، مقابل هذا الوضع محاولات لتقديم تفسيرات خاطئة لهذه الازمة .

فقد لزم العنصرين على مسؤولين عن البطالة، فكان العمال المهاجرون . ومن الملاحظ ان العريضة والاجرام ينحون في ظروف الازمة ، وفي هذه الحالة كذلك اشير الى العمال المهاجرين بوصفهم المسؤولين عن تصاعد الاجرام .

فقد اصبحت العنصرية بالنسبة للبعض وسيلة للاجابه عن الاسئلة المختلفة التي يواجهونها .

كثيرا ما نستشهد بهذه الجملة التي قالها القديس بيري: «العنصري هو من يخفي غضبا» لقد لاحظنا نمو الفرق العنصرية والنازية الجديدة التي تصاعف من اصدار المنشائر والمنشورات .

ويبدو ان اخطر من ذلك ، من وجهة نظرنا ، هو ان موقف الحكومة يتوخى طريقة الاشارات الدائمة ضد العمال المهاجرين وعائلاتهم الموجودين بفرنسا . وقد لاحظنا كذلك ان السيد يونيا توفسكي يقدم احصائيات خاطئة لكي يتهم المهاجرين بكونهم سبب انتشار الاجرام . لقد نددت حركتنا ، في الايام ، بتلك الاكاذيب ، وكذلك اكاذيب فوفز الحكومة لدى مجلس الدولة . ان الاجراءات التي اعلنت عنها الحكومة خلال شهر سبتمبر بواسطة كاتب الدولة ، ستوليرو تكشف عن كثير من الاشياء . ان الحكومة تعرف حق المعرفة بانها لا تقدم حولا لشككة البطالة ، بل وانها قد تزيدا تفاقما ، غير انها تريد ان توهم بوجود حل ممكن لها ، من جهة ، ومن جهة اخرى فانها تريد التخفيف من احصائيات البطالة قبل الانتخابات . غير انها نجحت اكثر في بث مناخ خوف في اوساط المهاجرين .

ويبدو ان اخطر من ذلك ، من وجهة نظرنا ، هو ان موقف الحكومة يتوخى طريقة الاشارات الدائمة ضد العمال المهاجرين وعائلاتهم الموجودين بفرنسا . وقد لاحظنا كذلك ان السيد يونيا توفسكي يقدم احصائيات خاطئة لكي يتهم المهاجرين بكونهم سبب انتشار الاجرام . لقد نددت حركتنا ، في الايام ، بتلك الاكاذيب ، وكذلك اكاذيب فوفز الحكومة لدى مجلس الدولة . ان الاجراءات التي اعلنت عنها الحكومة خلال شهر سبتمبر بواسطة كاتب الدولة ، ستوليرو تكشف عن كثير من الاشياء . ان الحكومة تعرف حق المعرفة بانها لا تقدم حولا لشككة البطالة ، بل وانها قد تزيدا تفاقما ، غير انها تريد ان توهم بوجود حل ممكن لها ، من جهة ، ومن جهة اخرى فانها تريد التخفيف من احصائيات البطالة قبل الانتخابات . غير انها نجحت اكثر في بث مناخ خوف في اوساط المهاجرين .

نلاحظ بان العنصرية لا تختار ضحاياها ، وانها تمس بكافة الفئات . ولذلك نلاحظ انشعاع معاداة السامية من جديد .

وقد اشار مؤتمرونا الى اننا انتقلنا من عنصرية عواقب الى عنصرية ازمة . يتجيز موقف الحكومة الفرنسية على الصعيد الدولي ، في نظرنا ، بعدائية تجاه الشعوب التي تتكاح من اجل تحررها . وهو ما يمكن تمييزه في افريقيا ، سواء ان توجه تلك العداية ضد شعوب افريقيا الجنوبية ، او الزايبير او الصحراء . مثلا .

ونحن نعتقد بان تلك السياسة تتناقى مع المبادئ التي يتشبت بها الشعب الفرنسي دائما ، ومع مصلحة بلادنا . انها سياسة تعتد على العنصرية لكي يمكن تبليغها . وكذلك الشبان بالنسبة للحملة المعادية للجزائر ، او الحملات التي تستهزى ، بالقارة الافريقية عن طريق خلق اشخاص مثل - بوكاسا ، او التي ترمي الى تدوير سياسة الابارتيد - التمييز العنصري في افريقيا الجنوبية .

٢ - ما هي نشاطات حركتكم التي يمكن ان تهم العمال المهاجرين وعائلاتهم ؟ الحركة (مراب) :

لنا نشاط دائم في الدفاع ضد التظاهرات العنصرية ، ولا سيما الدوام القاتوني (التضائلي) الذي ننظمه . غير اننا نريد في نفس الوقت اعلام الناس ، ونحن نشتر مجلة اسمها «حقوق وحرية» ، كما نوزع منشائر ومعلقات تسمى بالتعرف على الاوضاع تعرفا افضل .

كما اننا نتدخل لدى السلطة العمومية للمطالبة بتغيير النصوص التشريعية التي تتعارض مع مصالح المهاجرين . فنحن الان بصدد القيام بنشاط ضد امر ١٩٢٩ الذي يقن خلق ونشاط الجمعيات ، كما اننا نتدخل كذلك ضد الامر والمنشائر التي تحمها ديوج .

تنمو منظمنا على المستوى المحلي ، ويوجد بفرنسا ثلاثون مراسلا محليا ينظفون هذا النضال المعادي للعنصرية بفرنسا . وقد ساهمنا كذلك في التعريف بالقانون المضاد للعنصرية الصادر عليه في شهر جويلية ١٩٧٢ ، وذلك بواسطة توزيع ٧٠٠٠ نسخة للنص في شكل معلقة حائطية .

mr ap

ما هي علاقتكم بتنظيمات الس - ج - ت ؟ لنا علاقات حسنة جدا مع الس - ج - ت - وهي علاقات نبتهج لها - كما تربطنا علاقات مع منظمات نقابية اخرى .

اننا نتخني التعاون مع كبار منظمات العمال المهاجرين التي هي في الواقع المنظمات النقابية التي تضم العدد الكبير منهم . اننا مستعدون لاعانة النقابات التي تواجه ، اثناء العمل او خارجه ، التظاهرات العنصرية . وفي امكاننا ان نقدم لها الاعانة بواسطة الارشادات القانونية .

كما اننا نتطالب دائما بتفسير سبب العنصرية للعمال ، وكيفية النضال ضدها . وبهذا الصدد طالبنا اصحابنا بالس - ج - ت . بالتدخل في افريقيا الجنوبية مستخدمين عليهم العمل في تلك البلاد ، وذلك بطلب من الس - ج - ت .

فنحن نتمنى ان القيام باتصمى الاتصال مع الس - ج - ت . حتى يمكن نشر الانتصار العمالية للعنصرية في اوساط الشغالين .



الفضال مع الس.ج.ت. يتصاعد بـ الأديف

بالرغم من حملات الردع ، ومن السباب والشتم ، ومن الاستفزازات بكل أنواعها ، يواصل مقيميو مبيئات الأديف - بالفالديمارن ، نشاطهم ونضالهم بمساندة فعالة من طرف مناضلي وتنظيمات الس.ج.ت. التابعة للمحافظة .

وكما يقولون ، هم انفسهم « اننا ، داخل البيئات ، نناضل مع الس.ج.ت. حتى لا نعيش في الاكواخ ، اننا نريد ان نعيش كبشر لهم كرامتهم » .

يبلغ كراء غرفة في - شافيلي - ١٤٨٠ فرنكا شهريا ، ويقطن في غرفة واحدة مساحتها ١٢ مترا مربعا ٨ اشخاص . ولا يوجد بها لا الماء ولا أسباب الراحة ، فالوضع اصبح لا يطاق . وان المقيمين يعملون لاجبار - الأديف - على قبول مفاوضات حقيقية ولتلبية مطالبهم العادلة ، فمتنعون في نفس الوقت ، بأنهم يدافعون عن كرامتهم .

ذلك هو ما قالوه لريني لوماي ، عضو المكتب الكنفدرالي خلال المقابلة التي اجراها المقيمون معه ومع الصحافة . وبعد زيارة المبيئات التي استطاع الصحفيون ان يشاهدوا باعينهم الحالة المزرية التي هي عليها ، نظم اجتمع عام شارك فيه ٣٠٠ مقيما بالمبيئات ، سمح لريني لوماي بالتذكير بموقف وبمبادرات ، وبنشاط الس.ج.ت. الرامية كلها الى التمكن من الحصول على عقد مشترك حقيقي للمبيئات ، يضمن حقوقا فعلية ، ويحسن حقيقة من اوضاع الإقامة وظروفها .

ان القبول الحار الذي واجه به المقيمون مقترحات الس.ج.ت. يدل دلالة واضحة على تصميمهم على ترضية حقهم . وللتعريف بفضيحة اوضاع وظروف السكن ، نظم اتحاد المحافظة التابع للس.ج.ت. بالفالديمارن ، ويتسيق مع لجان المقيمين يوم ٢١ جانفي حملة تحت شعار « ابواب البيت مفتوحة » مصحوبة بنحوه صحفية .
جان بيبير باج

Pas d'exclus pour la C.G.T.

Handicapés à la suite d'un accident du travail ou une maladie professionnelle, les travailleurs immigrés connaissent souvent une situation dramatique. Employés à des travaux pénibles et dangereux, dans le bâtiment, la chimie ou l'automobile, les travailleurs immigrés sont victimes du plus grand nombre des accidents du travail ou des maladies professionnelles.

Mais leur handicap physique se double des difficultés qu'ils peuvent avoir à connaître la langue française et de l'absence de formation professionnelle. Alors que tout devrait être fait pour alléger leur situation et faciliter leur reclassement professionnel, ces salariés se heurtent à des difficultés administratives de toute sorte.

L'action de la C.G.T. a permis que certaines situations soient prises en considération. Des stages de préformation et de formation générale de base ont été organisés dans le bâtiment par l'A.P.A.S. et depuis deux années en accord avec le Ministère du Travail, dans d'autres professions.

Malheureusement, la situation matérielle des stagiaires reste précaire. Le Ministère du Travail assure normalement leur salaire pendant la durée du stage (90 % du S.M.I.C.). Mais de nombreuses difficultés administratives retardent le versement des salaires de trois ou quatre mois. Comment vivre alors pendant ce temps avec sa famille ?

De plus, les cotisations sociales versées par le Ministère lui-même à la Sécurité Sociale le sont à des taux ridiculement bas.

Ainsi, un travailleur en stage au mois de novembre, tombé malade, a touché des indemnités journalières de 3,92 F par jour. Un véritable scandale ! Avec la C.G.T., les stagiaires s'organisent pour faire prendre en compte leur situation par le Ministère de la Santé :

- afin que des stages de préformation d'une durée de neuf mois au minimum soient organisés pour tous les handicapés migrants,

- le salaire antérieur soit maintenu pendant le stage et pour que le stage de préformation débouche sur une formation professionnelle sans délai d'attente.

Ainsi, une délégation de stagiaires syndiqués à la C.G.T. de la Région Parisienne s'est rendue avec le camarade ATLAN de la Confédération au Ministère de la Santé le lundi 9 janvier.

الس.ج.ت. لا تستثن أحدا

يتعرض العمال المهاجرون ، في كثير من الاحيان الى وضع مؤلم ، عندما يصابون بعجز اثر حادث شغل ، او بمرض مهني . ولانهم يقومون بأشغال مرهقة وخطيرة ، في قطاع البناء ، او الكيمياء او صناعة السيارات ، فالعمال المهاجرون يتعرضون الى عدد اكبر من حوادث الشغل ، ومن الامراض المهنية .

ويضاف الى عجزهم الجسدي ، الصعوبات التي قد يتعرضون لها في معرفتهم للغة الفرنسية ، وانعدام التكوين المهني .

وفي الوقت الذي يجب بذل كافة الجهود لتخفيف من اوضاعهم وللتسهيل من ترتيبهم المهني ، نرى بالعكس ان هؤلاء المستخدمين يواجهون مصاعب ادارية متنوعة .

لقد سمح النشاط الذي قامت به الس.ج.ت. من حل بعض تلك المشاكل . فقد تم تنظيم تربيصات اعدادية وتربيصات تكوين عام قاعدي وذلك في قطاع البناء قامت به A.P.A.S. ، كذلك منذ سنتين ، وبتنسيق مع وزارة التشغيل في قطاعات مهنية اخرى .

لسوء الحظ ، نلاحظ ان الوضع المادي للمتربيصين غير قار . وعادة ما تدفع وزارة التشغيل اجرتهم خلال فترة التربيص (٩٠ في المائة من الاجر الأدنى المضمون) . غير انه توجد الكثير من الصعوبات الادارية التي تؤخر من رفع تلك المرتبات لفترة ثلاثة او اربعة اشهر . فكيف يمكن للمتربيص حينئذ من ان يضمن معيشته ومعيشة عائلته ؟

هذا ، وزيادة على ذلك ، نلاحظ ان نسب الاشتراكات الاجتماعية التي تدفعها نفس الوزارة للضمان الاجتماعي ، منخفضة غاية الانحطاط

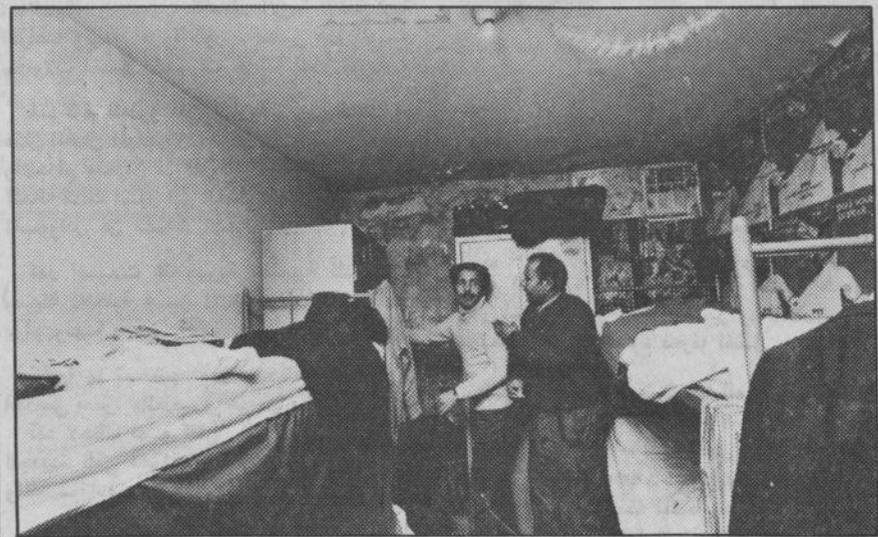
وبذلك الطريقة ينقاضي عامل متربيص خلال شهر نوفمبر ، واصيب بمرض ، منحة يومية قدرها ٣٩٢ فرنكا . انها فضيحة حقيقية !

ولذلك ينخرط المتربيصون بالس.ج.ت. حتى تأخذ وزارة الصحة وضعيتهم بعين الاعتبار :

- حتى يقع تنظيم تربيصات اعدادية لا تقل عن التسعة اشهر بالنسبة للمهاجرين العجز .

- الابقاء على الاجرة خلال فترة التربيص حتى يمكن تنظيم تكوين مهني مباشرة بعد التربيص الاعادي وبدون انتظار .

ولذلك توجه وفد من المتربيصين المنخرطين بالس.ج.ت. والتابعين لجهة مدينة باريس ، بصحبة الرفيق اتلان من الكنفدرالية ، الى وزارة الصحة يوم الاثنين ٩ جانفي .



COALITION C.N.P.F. - GOUVERNEMENT POUR LE REFOULEMENT DES IMMIGRÉS

Le Conseil National du Patronat Français, par la voix de Monsieur Ambroise Roux, formule l'exigence du renvoi d'un million de travailleurs immigrés d'ici à 1985. Cette orientation confirme celle qu'il avait définie lors de ses Assises tenues à Lille en octobre 1974.

Cette démarche du grand patronat s'inscrit directement dans la politique gouvernementale visant au refoulement massif des travailleurs immigrés annoncé par Monsieur Stoleru lors de la Commission de la Main-d'œuvre étrangère du 27 septembre 1977. Elle apparaît comme une nouvelle injonction faite au gouvernement d'avoir à prendre des mesures plus radicales contre les immigrés qui, avec la C.G.T., ont mis en échec les mesures gouvernementales de « l'aide au retour ».

Elle participe également à la campagne raciste. Patronat et gouvernement espèrent ainsi masquer leur politique catastrophique en laissant croire que les immigrés sont responsables de la crise, du chômage, de l'austérité pour tous les travailleurs.

C'est une monstrueuse duperie ! Les rapports officiels comme celui de Monsieur Le Pors l'ont démontré clairement.

La C.G.T. proteste énergiquement contre ces prétentions du C.N.P.F. et s'élève à nouveau contre la politique gouvernementale alignée sur ces visées patronales et contre toutes ces tentatives de diversion et de division de la classe ouvrière.

Elle s'insurge contre les facilités accordées au raciste Le Pen pour tenir des propos haineux à l'encontre des travailleurs immigrés, dans le plus pur style des déclarations des émeutiers fascistes de 1934.

Elle appelle donc l'ensemble de ses organisations à poursuivre et à développer l'action unie des travailleurs français et immigrés contre les mesures gouvernementales dites « Stoleru » et patronales de licenciements, de refoulements, de répressions, de fermetures d'usines, pour le droit au travail pour tous, et à organiser des protestations et délégations en direction des représentants du C.N.P.F. et auprès des Préfectures.

La C.G.T. exige l'application stricte de la loi antiraciste du 1er juillet 1972.

A l'appui de cette bataille, la C.G.T. vient d'engager un pourvoi devant le Conseil d'Etat pour demander l'annulation des mesures gouvernementales tant en ce qui concerne celles ayant trait aux refoulements que l'interdiction faite aux femmes et aux jeunes immigrés entrés en France dans le cadre du regroupement familial, d'accéder au marché du travail.

Paris, le 20 janvier 1978.

مات روبير عياشي مات في سن الثلاثين



تجمدت ضحكته التي كانت ترتفع لها رؤوسنا كلما انطلقت ، بعد ان صرعها المرض . ان اتحاد محافظة البوش دي دون التي هو اصيلاها ، والمركز الكنفدرالي للشباب ، وقسم اليد العاملة المهاجرة ، ودعوه الوداع الاخير في مقبرة - كانيت - بمرسيليا .

ان الس.ج.ت. يفقدانك ، خسرت قليلا من شبابها ، ومقيمي المبيئات ، احد خيرة المدافعين عنهم .

يبقى لنا زوجتك واطفالك الاربعة .
الى اللقاء يا روبير .

Une permanence contre les expulsions et les difficultés de renouvellement des titres de séjour et de travail

L'U.D. C.G.T. de Paris tiendra une permanence, à partir du 9 janvier, pour aider et renseigner les travailleurs immigrés qui n'ont pas de Syndicat C.G.T. dans leurs entreprises :

- sur les difficultés du renouvellement des titres de séjour ou de travail,
- sur les expulsions.

LA PERMANENCE SERA :

- Tous les LUNDIS SOIR de 18 h. à 19 h. 30 ;
- En langue : FRANÇAIS, ARABE, ESPAGNOL, PORTUGAIS, TURC ; pour les Africains : SANNINKE, BANBANRA, MALINKE, DJIOULA.

Adresse : SALLE DES COMMISSIONS N° 1, 85, rue Charlot, 75003 PARIS. Métro République.

LES AUTRES PERMANENCES DE LA C.G.T. EN LANGUES MATERNELLES PRENNENT EGALEMENT EN CHARGE CES PROBLEMES.

LES PERMANENCES DANS LES UNIONS LOCALES :

● PORTUGAIS :

- U.L. 10^{me} (Empl. Maison), 12, rue de Chernoviz, 75016 PARIS : Les MERCREDIS de 17 h. à 18 h. 30.
- U.L. 17^{me}, 46, rue Truffaut, 75017 PARIS : Les JEUDIS de 17 h. 30 à 19 h.
- U.L. 18^{me}, 42, rue de Clignancourt, 75018 PARIS : Les MERCREDIS de 17 h. à 19 h.

● ESPAGNOLS :

- Salle de Commissions n° 2, 85, rue Charlot, 75003 PARIS : Les VENDREDIS de 18 h. 30 à 20 h. 30.

● TURCS :

- 38, rue Blanche, 75009 PARIS : Les DIMANCHES de 14 h. à 17 h.
- C.G.T. - CONSTRUCTION, 3, rue du Château-d'Eau, 75010 PARIS (4^{me} étage) : Les SAMEDIS de 9 h. 30 à 11 h.

● ITALIENS :

- I.N.C.A. - C.G.T., 85, rue Charlot, 75003 PARIS : TOUS LES JOURS (sauf les DIMANCHES) de 14 h. à 17 h.

● LA PERMANENCE DE SECURITE SOCIALE POUR D'A.F. POUR LES IMMIGRES :

- En ARABE, en PORTUGAIS, en TURC : Salle de Commissions N° 4 (4^{me} étage), 85, rue Charlot, 75003 PARIS : Les 3 PREMIERS SAMEDIS du mois, de 9 h. 30 à 11 h. 30.

LES DROITS DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

L'U.D. a rassemblé dans un document les renseignements sur :

- les renouvellements des titres,
- les expulsions,
- l'aide au retour.

Ce document sera à la disposition des syndicats. Deux exemplaires seront envoyés aux Unions Locales et aux Unions Syndicales.

Les syndicats intéressés peuvent s'adresser au Secteur M.O.I. de l'U.D. pour le recevoir (271-28-56 - Poste 05).

Pour les droits des travailleurs immigrés : • LE GUIDE MILITANT POUR L'ACTION • de la C.G.T. Demander le Secteur M.O.I. de la C.G.T., 213, rue Lafayette, 75480 PARIS CEDEX 10.

الاتحاد الجهوي بباريس الى العمال المهاجرين

ان الاتحاد الجهوي بباريس ينظم لجنة دائمة (برمنانس) ابتداء من 9 جانفي، لاعانة وارشاد العمال المهاجرين في ما يخص الصعوبات التي يتلقونها عند تجديد بطاقات الإقامة او الشغل.

● حالات الطرد ●

وذلك كل يوم اثنين من الساعة السادسة الى الساعة والنصف مساء باللغات التالية: العربية، الاسبانية، البرتغالية، التركية. وبالنسبة للافارقة: السانينكي، البعبرا، المالينكي، ادجيولا، في العنوان الاتي:

قاعة اللجان عدد 1

٨٥، نهج شارلو - باريس ٧٥٠٣ مترو روبليك

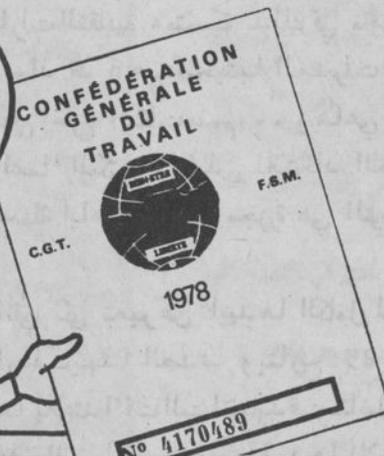
كما تنظم لجنة دائمة للضمان الاجتماعي والندوة العائلية وذلك في قاعة اللجان رقم ٤ الطابع الرابع - وفي نفس العنوان. وهذه اللجنة تكون باللغة العربية والتركية والبرتغالية. كل يوم سبت ما عدا السبت الاخير من الشهر من الساعة ٩ر٣٠ الى ١١ر٣٠ صباحا. وباستطاعتكم التوجه ايضا الى لجان دائمة اخرى باللغة العربية واللغات الاجنبية الاخرى.



En France, l'adhésion à un syndicat est volontaire. La carte syndicale est renouvelée chaque année.

Aucune pression ne peut être exercée contre un syndiqué.

LA CARTE 78



Chaque travailleur a le droit d'être syndiqué. Dès son arrivée en France, un travailleur immigré peut-être syndiqué. Pour cela, il suffit de demander sa carte syndicale aux délégués de la C.G.T. dans l'entreprise ou à l'Union Locale de la C.G.T.

LE CONGRÈS DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

A l'invitation de la fédération des travailleurs de la construction C.G.T., Abderesack Daoui, secrétaire général de la Fédération U.G.T.A. du Bois et Construction, vient de séjourner en France pour une quinzaine de jours.



PHOTO DELIUS

Après avoir participé à la Conférence Nationale des travailleurs des Chaux et Ciments à Lille, le camarade Daoui s'est rendu dans plusieurs grands chantiers et cimenteries. Ce fut à chaque fois, l'occasion de réunir les travailleurs et particulière-

ment ceux d'Algérie pour de très intéressants débats sur la situation des immigrés en France et l'évolution de celle de l'Algérie.

Notamment au Paluel où les ouvriers du chantier occupaient depuis plus de 20 jours leur lieu de travail pour les revendications. Au cours de la réunion au Paluel, le camarade Daoui eût l'occasion de répondre à de nombreuses questions des travailleurs algériens notamment à propos du 5^{ème} congrès de l'U.G.T.A.

Insistant sur l'importance de ce congrès, Abderesack Daoui souligna le rôle que devaient jouer les travailleurs algériens dans la préparation et la tenue de ce 5^{ème} congrès.

Il s'agit de retrouver la richesse des débats qui ont présidés à l'adoption de la Charte Nationale. La participation de tous les travailleurs algériens eux-mêmes est nécessaire pour dresser le bilan des acquis, et ils sont nombreux, mais aussi pour mettre en lumière des insuffisances, voir la nécessité de redressements dans l'activité de l'U.G.T.A.

Les options ayant été clairement définies par tout le peuple algérien dans la Charte Nationale, il s'agit d'examiner avec un esprit de responsa-

bilité comment mettre en œuvre ces objectifs. La construction d'une société socialiste ne saurait s'imaginer sans la participation active et consciente de tous les travailleurs. C'est pourquoi il a été décidé d'élargir au maximum le débat.

Les délégués seront désignés dans chaque localité par profession. Il y aura un délégué pour 700 travailleurs.

Une représentation des travailleurs immigrés est également prévue, car l'U.G.T.A. attache la plus grande importance à l'avenir de l'immigration. Considérant que celle-ci lui a été imposée par le colonialisme et ses conséquences, l'U.G.T.A. souhaite que les conditions soient réalisées pour permettre la réinsertion de la plupart de ceux qui on dû émigrer. Si les problèmes d'emploi semblent en grande partie résolus, il reste encore tant du point de vue du logement que de certains équipements encore à réaliser. Il s'agit donc d'organiser la réinsertion pour ceux qui la souhaitent.

Une délégation de la C.G.T. est invitée au 5^{ème} congrès de l'U.G.T.A., elle ne manquera pas dès son retour de livrer ses impressions aux lecteurs de la Tribune.

تونس: حول الاضراب العام لـ 26 جانفي

الاضراب كان انما منذ صبيحة يوم 26 جانفي انزلت شرطتها ووحدات من الجيش حاصرت اهم مناطق العاصمة ومدن اخرى في انحاء الجمهورية، وطوقت مقرات الاتحاد فاصلة بذلك قاداته ومكتبه التنفيذي عن تنظيماته وفروعها. تلك هي الظروف التي بدا فيها الاضراب العام وهي التي تسببت في الانفجار الذي عم كافة انحاء الجمهورية التونسية. ولم تتورع الحكومة من اصدار اوامرها بقمع المتظاهرين بكامل الشدة وبكل الوسائل حتى باطلاق النار، واعلنت حالة الطوارئ، وقررت منع لجولان، والقت القبض على اعضاء المكتب التنفيذي وعلى مئات المتظاهرين والاطارات النقابية، متسببة بذلك في مجزرة بشرية لم تعرفها تونس منذ استقلالها، اذ قد ذهب ضحيتها العشرات من المواطنين التونسيين وتسببت في جرح المئات منهم... وهاهي اليوم تعد محاكمة السيد الحبيب عاشور واطارات المكتب التنفيذي للاتحاد العام متهمه اياهم بالتسبب في ما حصل، محملة اياهم مسؤولية مجزرة هي التي دبرتها ونفذتها.

لم تنتظر السرح.ت. يوم 26 جانفي لكي تعبر عن تأييدها الكامل للاتحاد العام التونسي للشغل، فقد ارسلت بهذا الصدد وبتاريخ 25 من شهر جانفي تلغراما ضمنته استنكارها للاعتداءات التي استهدفت مناضلي ومقرات الاتحاد وتضامنها مع نضال الشغاليين التونسيين وتأييدها للاضراب العام وبعد الاضراب وجه جورج سيخي برقية الى السيد الحبيب عاشور عبر جرفيها عن تأييده وتأييد السرح.ت. له وللمنظمة العمالية التونسية وعن استنكاره للقمع والتعسف وللحملات الدموية. كما ارسل المكتب التنفيذي برقية استنكار شديد الى الحكومة التونسية. هذا وفي نطاق حملة تضامن السرح.ت. مع الاتحاد العام ومع ضحايا القمع والارهاب ارسلت السرح.ت. وفد متريكا من ممثلين عنها ومن شغاليين تونسيين الى سفارة مصحوبا بلائحة تضمين واحتجاج رفض سفير تونس استقبالها. وتني السرح.ت. تشديد وتكثيف حملة المساندة للشغاليين التونسيين ومنظمتهم.

ان الاضراب العام الذي دعته اليه المنظمة العمالية التونسية باتفاق كافة قاداتها واطاراتها، وبدعم كافة الشغاليين والمستخدمين وغيرهم من الفئات الاجتماعية التي تمثلها، لم يكن كما تدعي الحكومة التونسية نتيجة ارادة تخريبية او نية مبيتة تروى الى قلب الحكم السياسي بتونس، اذ ان اسباب الاضراب ترجع الى عدة اشهر ماضية كانت فيها الحكومة التونسية تواجه فيها ابسط المطالب العمالية المشروعة بالتعنت والتسويق، ذلك التعنت الذي ادى اولا ومنذ شهر سبتمبر 78 الى ازمة مكشوفة وحادة بين الاتحاد العام والاطارات النقابية، طرحت فيها قضية استقلال المنظمة العمالية وقضية الحريات النقابية والديمقراطية بكل قوة. وبالرغم من النداءات المتكررة التي وجهها الاتحاد والداعية الى ضرورة حل المشاكل القائمة عن طريق الحوار والتفاوض ومن تاكيد امينها العام السيد الحبيب عاشور بانه ليس لقيادة الاتحاد اية اغراض سياسية او انقلابية، واصلت الحكومة التونسية والحزب الدستوري حملتهما ضد المنظمة العمالية وضد قاداتها الشرعيين مشيرة بكامل الوضوح الى اعتزامها القضاء على الاتحاد العام التونسي للشغل وعلى قاداته الشرعيين.

وامام هذا التعنت والتصلب الحكومي حاولت قيادة الاتحاد تهدئة الاوضاع عندما عدلت عن تنفيذ الاضرابين الذين كانا من المقرر تنظيمهما في نهاية السنة الفارطة وبداية السنة الجديدة بعد ان قبلت الحكومة اهم مطالب عملة المناجم وعملة السكك الحديدية. ثم طلبت وساطة الامين للاتحاد العام للنقابات الحرة التي منيت بالفشل امام تعنت الحكومة التونسية...

في تلك الظروف قرر المكتب التنفيذي للمنظمة العمالية الاضراب العام وعبر عن ارادته في ان يتم في كنف الهدوء، وحذر من كل انواع الاستفزاز التي قد تقدم عليها الحكومة التونسية والحزب الحاكم والتي قد تؤدي الى عواقب وخيمة. غير ان الحكومة التونسية فضلت طريقة العنف والارهاب لمواجهة